

Je ne voudrais blesser personne, monsieur le président, nous savons que cela ne marche pas. Nous savons que cela va mal, que le système actuel ne rend pas service, qu'il endette les ouvriers, les populations, les commissions scolaires, les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral et toute la nation en général. Nous sommes obligés de taxer et de demander au peuple de se serrer la ceinture.

Notre dollar ne vaut plus que 40c. et l'on trouve cela drôle. On trouve cela logique, naturel, que les gouvernements vendent des obligations. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, les gouvernements, à tous les paliers, cherchent à accaparer l'argent, le sang économique, qui circule dans l'économie et ne laissent que peu d'argent pour financer le développement. On soutire tout. Quand le gouvernement met \$10 en circulation, il va en chercher \$20. Alors, nous sommes toujours en dessous.

Quand les banques créent du crédit, quand elles nous prêtent de l'argent, elles ne nous prêtent pas l'intérêt. Il faut rembourser le capital et l'intérêt. Le système que nous avons tient debout aussi longtemps qu'il y a une multiplication de prêts. On ne nous prête pas l'intérêt, et l'on exige qu'on rembourse plus qu'on a mis en circulation. Et l'on trouve cela logique. Cela fait rire les honorables députés d'en face. On trouve cela logique.

● (5.40 p.m.)

Un jour viendra où ils seront obligés de donner raison à ceux qui vous expliquent le système actuel. Si vous ne comprenez pas ce que nous préconisons, c'est parce que vous ne comprenez pas le système actuel. Nous n'expliquons rien d'autre que le système actuel. C'est le système actuel que nous vous mettons en face et que nous cherchons à vous faire comprendre. C'est cela que vous n'avez jamais compris; c'est cela que vous ne comprenez pas!

Vous pensez que parce qu'on a appelé cela du crédit social, c'est une utopie, une folie. Eh bien, c'est le système actuel, ce n'est pas autre chose que cela. Au lieu d'appeler cela crédit social, on pourrait l'appeler système actuel.

C'est le système actuel qu'on vous explique et l'on ne vous dit pas un mot de plus. C'est le système actuel qu'on veut essayer de perfectionner ou pour lequel on veut trouver des solutions pour améliorer l'économie de chaque individu et des gouvernements à tous les paliers. Il y a un moyen d'améliorer cela!

Je ne veux pas condamner complètement le système actuel, car il y a de bonnes choses dedans. Cela ne veut pas dire qu'il n'en est pas moins condamnable. Il y a de grandes et bonnes choses dans le système actuel, et tout ce qui est bien dans ce système nous devons le garder. Mais tout ce qu'il y a dedans qui n'accomplit pas sa fonction doit être ré-

formé. On doit apporter des amendements à différentes choses et l'on doit mettre le système financier et économique de la nation au pas avec l'évolution actuelle et scientifique qui se produit à la grandeur du Canada et du monde tout entier. Le régime que nous avons évolué à pas de géant, mais le système financier n'a jamais été réformé, il est vieux comme le monde et il n'accomplit plus la fonction pour laquelle il a été institué.

Cela ne veut pas dire que les bases du système ne sont pas bonnes, mais elles sont trop vieilles, elles reposent sur des structures trop vieilles qui sont à la veille de crouler.

Alors, il faudra renforcer les fondations, les structures. C'est ce que nous devons faire. Nous ne méprisons pas le système; nous ne mettons pas de côté tout ce qui a été fait dans le passé et toutes les structures qui ont été érigées dans le passé. Les structures ont rendu différents services; elle ont été utiles durant un certain temps.

Ce système financier n'a pas évolué, il est resté vieux comme le monde. Il faut qu'il évolue. Il faut apporter les améliorations nécessaires afin de l'adapter à notre structure économique moderne. C'est la seule chose que nous demandons. Les honorables députés d'en face trouvent cela drôle. Or, ils rient de leur propre système et d'eux-mêmes. Si parfois je suis porté à rire avec eux, c'est parce qu'ils ne veulent pas changer leur système.

Monsieur le président, la Banque du Canada a maintenant 33 ans d'existence. Elle a été fondée en 1934. Elle a acquis de l'expérience, elle a fait son apprentissage. Elle est devenue présentement, je dirais, adulte. Elle doit prendre ses responsabilités, toutes ses responsabilités devant la société, devant tous les pays étrangers, devant tous les citoyens du Canada, qui sont plus de 20 millions. Elle doit le faire pour toutes les institutions du Canada, pour les 800,000 logements dans lesquels les individus demeurent. Et chaque individu, chaque famille, chaque institution, a besoin d'argent pour s'administrer. L'unité monétaire, c'est le dollar canadien qui est imprimé par la Banque du Canada et qui porte la signature du gouverneur de la Banque du Canada.

Chaque individu, chaque famille, chaque institution de notre pays a donc besoin de la Banque du Canada pour s'administrer. Et pour s'administrer, selon la formule universellement reconnue, il faut un revenu suffisant, il faut garantir les dépenses nécessaires et suffisantes aussi pour laisser un peu de place au profit, laisser un surplus aux réserves, aux épargnes et à l'accumulation de capitaux. Nous sommes pour tout cela. Nous ne voulons rien changer dans tout cela.

Tout le monde a le droit de vivre, ceux qui brassent des capitaux, comme ceux qui font le commerce, ont besoin de capitaux, de résér-